

■ ALGÉRIE

1 million d'ha irrigués à l'horizon 2020 ?

L'Algérie souhaite passer de 300 000 à un million d'hectares irrigués à l'horizon 2020. Belle ambition ! Mais est-ce réalisable ? La question se pose car beaucoup de problèmes persistent dans la gestion de l'eau et le réseau d'irrigation algérien.

En 2000, les surfaces irriguées en petite et moyenne hydraulique ne couvraient que 300 000 ha en Algérie. Pourtant, les pouvoirs publics projettent de doubler ce chiffre par l'aménagement de 1 million d'ha irrigués à l'horizon 2015/2020, dont près de 500 000 en grands périmètres irrigués, 280 000 ha en petite et moyenne hydrauliques pour le nord du pays et 220 000 ha pour les régions sahariennes.

Est-ce réalisable ? Dans le cadre de ce programme, les autorisations budgétaires d'investissement dans le secteur de l'eau, incluant l'hydraulique agricole, ont doublé depuis quelques années. Le recyclage des eaux usées pour l'irrigation est intégré à cette stratégie de développement (construction de 100 stations d'épuration et réhabilitation des stations à l'arrêt). Le volume actuel des eaux usées déversées par l'activité industrielle est estimé à 750 millions de mètres cubes. Ce dernier devrait même atteindre 1,5 milliard de mètres cubes en 2020. Le volume actuel des eaux épurées destinées à l'irrigation est de 570 millions de m³/an.

Structurellement, l'agriculture est considérée comme le domaine le plus consommateur d'eau avec 65 % des ressources hydrauliques¹, alors que les superficies irriguées n'occupaient que 5 à 7 % des superficies cultivées (7,8 millions ha), en 2011. La surface irriguée algérienne se subdivise en grands périmètres : des barrages sont aménagés pour les plus petites et les moyennes hydrauliques relevant du secteur privé (eau souterraine). Les grands



■ Près de 50 % de l'eau d'irrigation est perdue suite au mauvais entretien des réseaux.

périmètres irrigués représentent 15 % des superficies irriguées (120 000 ha sur 700 000 à 800 000 ha).

40 % des besoins satisfaits

Le constat des scientifiques n'accrédite nullement qu'un tel programme soit réalisable, en effet B. Mouhouche et M. Guemraoui relèvent dans leur étude² que : « sur les 173 000 ha des 17 grands périmètres irrigués - plus de 500 ha d'un seul tenant - seulement 40 000 ha ont été effectivement irrigués durant les 20 dernières années ».

On constate aussi un manque crucial de ressources en eau - volume disponible inférieur à 200 millions de m³ pour des besoins de 500 millions de m³ à raison de 5 000 m³/ha - et seulement près de 40 % des besoins sont satisfaits.

Les organismes de gestion traversent des difficultés financières et les tarifs actuels de l'eau ne couvrent que la moitié des charges d'exploitation des offices. Celles-ci subsistent uniquement grâce à des activités annexes. À noter aussi des défauts d'entretien qui se traduisent par des pertes en eau élevées dans les réseaux ainsi que la dégradation des infrastructures. Un patrimoine de l'État, dont la construction a coûté entre 8 000 à 10 000 dollars/ha. Il y a aussi un manque de planification des ouvrages. De même, les frais d'entretien des ouvrages, des réseaux de drainage et d'assainissement ne peuvent être pris en charge par les offices compte tenu du tarif de l'eau.

Par ailleurs, l'eau allouée à l'irrigation est en concurrence avec l'eau potable et l'eau industrielle. En outre, en 2002 un des constats alarmants du Plan national d'actions pour l'environnement et le développement durable relevait l'état d'envasement grave des barrages et les 50 % de pertes des eaux destinées à l'irrigation, pour ne citer que l'essentiel des problèmes de ce secteur. La question reste sans réponse : est-il raisonnable, voir réalisable, de prétendre aménager 1 million d'hectares irrigués à l'horizon 2015/2020 ?

SARA BENABDELAZIZ

(1) : chiffre tiré du Plan national d'actions pour l'environnement et le développement durable (PNAE-DD).
(2) : « Réhabilitation des grands périmètres d'irrigation en Algérie. », 2004.

■ MAGHREB LE RAPPORT DES IRRIGANTS MÉDITERRANÉENS

Le projet pilote de Réseau des irrigants méditerranéens (RIM) édite un rapport de bilan et de perspectives intitulé : « RIM - Réseau des irrigants méditerranéens. Appui aux petites et moyennes exploitations agricoles au Maghreb : bilan d'une expérience de formation professionnelle ». Rappelons que le RIM a pour vocation d'expérimenter des formations professionnelles au Maghreb sur les économies d'eau en irrigation et le développement des filières, au bénéfice de groupements d'agriculteurs (coopératives et associations d'irrigants). Le projet RIM, soutenu par la fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm), repose sur un partenariat rassemblant des organisations professionnelles agricoles, des institutions de recherche et des bureaux de conseil spécialisés dans les approches participatives du sud et du nord de la Méditerranée.